

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION



REVUE DE PRESSE

Les Quotidiens

Cellule Communication

Mercredi 12 Novembre 2025



Rue René Ndiave X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : www.economie.gouv.sn – Contact: contact.mepc@economie.gouv.sn



PRESSE EN LIGNE

SENEWEB. Restructuration de la dette : après la sortie de Sonko, un responsable du FMI réagit

Le Fonds Monétaire International (FMI) a confirmé, ce mardi, avoir discuté avec le Sénégal de « diverses options pour aborder les vulnérabilités significatives de la dette du pays », a déclaré un porte-parole de l'institution, selon un compte rendu de Reuters. Cette déclaration intervient après une forte tension sur les marchés, provoquée par les propos du Premier ministre Ousmane Sonko. Ce dernier avait accusé, lundi, les responsables du FMI d'avoir exercé des pressions en faveur d'une restructuration de la dette du Sénégal, une mesure que le gouvernement « n'accepterait pas ». Cette prise de position a d'ailleurs entraîné une chute des obligations internationales du pays. Le porte-parole du FMI a tenu à clarifier le rôle de l'institution après la mission qui s'est achevée la semaine dernière à Dakar. « La discussion des choix de politiques auxquels le Sénégal est confronté fait partie du rôle du Fonds, qui est d'offrir une analyse et des conseils d'experts à l'examen du gouvernement », a précisé le porte-parole, cité par Reuters.

https://www.seneweb.com/fr/news/Economie/restructuration-de-la-dette-apres-la-sortie-de-sonko-un-responsable-du-fmi-reagit_n_473986.html

SENEWEB. Sénégal : Consolidation budgétaire et soutenabilité financière au cœur de la LFI 2026

La loi de finances 2026 ramène le déficit budgétaire à 5,37% du PIB, en baisse par rapport à 2025. Cette réduction s'explique notamment par une meilleure mobilisation des recettes internes et par le recours à des financements ciblés, dont les prêts liés aux projets. Le besoin de financement total reste élevé et dominé par l'amortissement de la dette existante, confirmant que l'essentiel des nouvelles ressources empruntées sert à gérer le stock de la dette plutôt qu'à financer des investissements nouveaux. L'État prévoit de recourir aux marchés financiers, aux emprunts programmes et aux prêts liés aux projets, dans un contexte où la variation nette de la dette traduit la persistance des contraintes budgétaires. Cette structure illustre une réalité durable : la gestion prudente de la soutenabilité financière impose de consacrer une part importante des ressources à la dette, limitant les marges pour l'investissement. Le suivi et l'efficacité des recettes internes, ainsi que la maîtrise des dépenses, resteront déterminants pour réduire la dépendance à l'endettement et créer l'espace budgétaire nécessaire au développement et aux politiques publiques.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/senegal-consolidation-budgetaire-et-soutenabilite-financiere-au-coeur-de-la-lfi-2026_n_474005.html

FINANCIAL AFRIK. Sénégal : entre duel feutré au sommet de l'État et cure d'austérité budgétaire

Le Sénégal entre dans une zone de turbulences politiques... au moment précis où s'ouvre l'une des séquences économiques les plus exigeantes de son histoire récente.



Alors que la loi de finances 2026 est scrutée par le FMI, engagé dans une évaluation de la viabilité de la dette sénégalaise, la coalition « Diomaye Président », socle.....
<https://www.financialafrik.com/2025/11/12/senegal-entre-duel-feutre-au-sommet-de-letat-et-cure-dausterite-budgetaire/>

SIKA FINANCE. Le Sénégal envisage émettre sa première obligation verte sur le marché régional

https://www.sikafinance.com/marches/le-senegal-envisage-emettre-sa-premiere-obligation-verte-sur-le-marche-regional_57568

SIKA FINANCE. Sénégal : Malaise au sommet après les accusations de surfacturation lancées par Sonko contre un ministre

https://www.sikafinance.com/marches/senegal-malaise-au-sommet-apres-les-accusations-de-surfacturation-lancees-par-sonko-contre-un-ministre_57573

PRESS AFRIK. Budget 2026 : la Commission des Finances adopte les 117,1 milliards FCFA du ministère de l'Environnement

La Commission des Finances et du Contrôle budgétaire, élargie à la Commission du Développement durable et de la Transition écologique, a examiné et adopté, ce mardi 11 novembre, le projet de budget 2026 du Ministère de l'Environnement et de la Transition écologique (METE), défendu par le ministre dudit département, Abourahmane Diouf, rapporte l'Assemblée nationale du Sénégal. Dans cette perspective, le projet de budget 2026 du ministère s'élève à cent dix-sept milliards cent soixante-dix-huit millions six cent trente-sept mille trois cent vingt et un (117 178 637 321) francs CFA, contre quarante-neuf milliards sept cent cinquante-six millions deux cent soixante-quatre mille quatre cent neuf (49 756 264 409) francs CFA en 2025, soit une hausse de soixante-sept milliards quatre cent vingt-deux millions trois cent soixante-douze mille neuf cent douze (67 422 372 912) francs CFA, correspondant à une progression de 136 % en valeur relative.

https://www.pressafrik.com/Budget-2026-la-Commission-des-Finances-adopte-les-1171-milliards-FCFA-du-ministere-de-l-Environnement_a297347.html

RTS. LA COUR DES COMPTES REJOINT LE COMITÉ DIRECTEUR DE L'INTOSAI, INSTANCE MONDIALE DU CONTRÔLE DES FINANCES PUBLIQUES.

Le Sénégal vient de franchir une nouvelle étape dans la reconnaissance internationale de ses institutions de contrôle. À l'issue du 25^e Congrès de l'INTOSAI (INCOSAI), tenu à Sharm El-Sheikh, la Cour des comptes du Sénégal a été brillamment élue au Comité directeur de l'organisation. Ce choix, salué par les délégations présentes, confirme la crédibilité et le professionnalisme de la juridiction financière sénégalaise sur la scène internationale. Le Comité directeur, organe stratégique de l'INTOSAI, assure la gouvernance et le suivi des décisions entre deux congrès. Composé de 22 membres représentant les institutions supérieures de contrôle (ISC) et les organisations régionales, il veille notamment à la mise en œuvre des rapports et recommandations issus des travaux des commissions et entités spécialisées. L'élection de la Cour des comptes du Sénégal à ce cercle restreint consacre ainsi le dynamisme et la contribution active du pays aux réflexions sur la transparence, la reddition des comptes et la bonne gouvernance financière à l'échelle mondiale.



<https://www.rts.sn/actualite/detail/a-la-une/la-cour-des-comptes-rejoint-le-comite-directeur-de-lintosai-instance-mondiale-du-controle-des-finances-publiques>

LE SOLEIL. Investissement local : le Club des Entreprises du FII Sénégal s'engage

Le Club des Entreprises du FII Sénégal, qui regroupe une quinzaine d'entrepreneurs sénégalais a été reçu lundi, par le Directeur général de l'Apix, Bakary Séga Bathily. Sélectionnés parmi plus de 800 candidatures, ils se distinguent par la qualité, d'après M. Bathily par l'innovation et l'impact de leurs initiatives. Le Directeur général de l'Agence nationale en charge de la promotion des investissements et des grands travaux du Sénégal (Apix), Bakary Séga Bathily a échangé lundi, avec 15 entrepreneurs sénégalais dont les projets ont été retenus à la suite de l'appel à projets du Fii Senegal. Sélectionnés parmi plus de 800 candidatures, ils se distinguent, selon le Dg de l'Apix par la qualité, l'innovation et l'impact de leurs initiatives. « Ces jeunes ont choisi de se regrouper sous le nom « Club des Entreprises du FII Sénégal », une démarche qui reflète leur esprit de collaboration et leur volonté de construire ensemble un Sénégal tourné vers l'avenir », a-t-il expliqué dans une note rendue publique mardi.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/investissement-local-le-club-des-entreprises-du-fii-senegal-sengage/>

LE SOLEIL. La dette publique sénégalaise, les banques et les certificats nominatifs d'obligations (CNO) : analyse des risques et défis réglementaires

La dette publique sénégalaise fait la une de la presse nationale et internationale depuis que le gouvernement est entré en négociation avec le FMI sur fonds de « dette cachée » dont le montant révélé perturbe le rythme des discussions. Les chiffres réels de la dette publique sénégalaise sont actuellement difficiles à estimer tant les montants ne cessent d'évoluer au gré de la publication de différents rapports. Le montant estimé de la dette publique sénégalaise, selon les derniers chiffres connus fin 2024-début 2025, était d'environ 119% du PIB. Récemment, après une visite officielle au Sénégal, le FMI l'a estimée à 132 % du PIB. Une partie de cette dette est contractée auprès des banques qui, à fin 2023, finançaient à hauteur de 30 % du PIB l'économie sénégalaise ([1]). Des audits ont également révélé une dette bancaire jusqu'alors non prise en compte dans les chiffres officiels, contribuant ainsi à l'augmentation significative du stock global de la dette publique qui inclut les créances détenues par des fournisseurs publics ou privés.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/la-dette-publique-senegalaise-les-banques-et-les-certificats-nominatifs-dobligations-cno-analyse-des-risques-et-defis-reglementaires/>

PRESS AFRIK. Rapport ARCOP 2024 : un projet de 13,429 milliards FCFA de la Sones « exécuté de manière moyennement suffisante »

Les auditeurs de l'Autorité de régulation de la commande publique (ARCOP) du Sénégal ont estimé qu'un projet de 13,429 milliards FCFA de la Société Nationale des Eaux du Sénégal (SONES) a été « exécuté de manière moyennement suffisante », selon le Rapport de Carence de décembre 2024 de l'Institution. Le marché en cause est relatif à la construction d'une prise d'eau à Bango et d'une nouvelle station balnéaire de 12.000 m³/ jour à Saint-Louis (Khor), y compris la fourniture et la pose d'une conduite principale d'eau. Ce marché, qui a fait l'objet de deux (02) avenants, avait été attribué



par appel d'offres au groupe Camara Engenharia Sa/Espina and Delfin pour un montant de 13.429.769.902 FCFA. Dans leur rapport de 2024, les auditeurs de l'ARCOP révèlent avoir constaté dans le volet contractuel plusieurs manquements. Ceux-ci concernent les rapports d'activités, les journaux de chantier et les PV du chef de projet qui « ne sont pas de qualité suffisante ».

https://www.pressafrik.com/Rapport-ARCOP-2024-un-projet-de-13429-milliards-FCFA-de-la-Sones-execute-de-maniere-moyennement-suffisante_a297322.html

SUD QUOTIDIEN. 15eme rencontre annuel du Gefras : fort plaidoyer pour le renforcement de l'encadrement agricole

Dakar accueille pour trois jours le Global Forum for Rural Advisory Services, (Forum mondial pour le conseil agricole rural dans le monde). Le ministre de l'agriculture, de la souveraineté alimentaire et de l'élevage a présidé la cérémonie d'ouverture au centre Abdou Diouf de Diamniadio. Cérémonie marquée par le plaidoyer du directeur de l'agence nationale de conseil agricole (ANCAR) pour le renforcement institutionnel et académique du conseil agricole. Afin de permettre au conseil agricole de mieux tenir son rôle dans le cadre de la lutte pour la souveraineté alimentaire, le directeur de l'agence nationale de conseil agricole et rural a fait un vibrant plaidoyer pour le renforcement des moyens des agences de conseils mais aussi pour institutionnalisation à la fois administrative et académique. En effet, selon le directeur de l'ANCAR, dans beaucoup de pays à travers le monde , « la contribution attendue du conseil au développement agrosylvopastoral reste encore marginale du fait d'un certain nombre de contraintes ».

<https://www.sudquotidien.sn/15eme-rencontre-annuel-du-gefras-fort-plaidoyer-pour-le-renforcement-de-lencadrement-agricole/>

SIKA FINANCE. Sénégal : La production industrielle croît de 24% en septembre 2025

https://www.sikafinance.com/marches/senegal-la-production-industrielle-croit-de-24-en-septembre-2025_57567

LE SOLEIL. Cap sur l'industrialisation: 356 milliards FCFA pour le ministère du Commerce et l'Industrie en 2026

Le Sénégal affiche clairement ses ambitions industrielles pour l'année 2026. Ce mardi 11 novembre, la Commission des Finances et du Contrôle budgétaire, élargie à la Commission des Affaires économiques, a examiné et adopté le projet de budget du ministère de l'Industrie et du Commerce, défendu par le ministre Serigne Guèye Diop. Avec une enveloppe fixée à 355,9 milliards de francs CFA en autorisations d'engagement, contre 50,1 milliards en 2025, le budget du ministère enregistre une hausse spectaculaire de 609,62 %, une progression sans précédent qui illustre la volonté du gouvernement de placer l'industrialisation au cœur du nouveau modèle économique national. Une hausse budgétaire historique. Cette hausse budgétaire historique traduit une orientation stratégique claire : accélérer la transformation structurelle de l'économie sénégalaise. Selon les documents présentés aux députés, cette montée en puissance vise à renforcer la compétitivité des filières industrielles, à moderniser le commerce intérieur et à consolider le positionnement du Sénégal sur les marchés extérieurs.



<https://lesoleil.sn/actualites/economie/cap-sur-lindustrialisation-356-milliards-f-cfa-pour-le-ministere-du-commerce-et-lindustrie-en-2026/>

APS. La mobilisation des ressources, un défi pour le développement des infrastructures, selon Déthié Fall

L'Afrique doit faire preuve d'imagination et d'audace dans la mobilisation de ressources endogènes destinées à financer, de manière soutenable, son économie et ses infrastructures, a déclaré, mardi, à Dakar, le ministre sénégalais des Infrastructures, Déthié Fall. "L'Afrique a des défis majeurs et le principal obstacle au développement des infrastructures est la mobilisation des financements, au regard des besoins importants du Programme pour le développement des infrastructures en Afrique de la décennie 2021-2030 qui sont évalués à 170 milliards de dollars avec un déficit annuel de plus de 100 milliards de dollars", a-t-il dit. Déthié Fall participait à la 17e édition de l'Africa Infrastructures Forum, une rencontre organisée pour la deuxième année consécutive à Dakar. Africa Infrastructures Forum est une manifestation organisée par One Africa Forums avec pour objectif de promouvoir le partenariat Sud-Sud et de favoriser l'investissement dans des secteurs stratégiques tels que la santé, l'agriculture, le digital, la banque et les infrastructures.

<https://aps.sn/la-mobilisation-des-ressources-un-defi-majeur-pour-le-developpement-des-infrastructures-en-afrique-selon-dethie-fall/>

AGENCE ECOFIN. Commerce : comment l'Afrique peut profiter du « Zéro tarif » douanier proposé par la Chine

L'initiative « Zéro tarif », qui doit profiter à 53 pays africains entretenant des relations diplomatiques avec la Chine, vise à corriger les déséquilibres dans les relations commerciales bilatérales. Mais le continent ne peut en tirer profit qu'en levant certains obstacles structurels et opérationnels. Les pays africains peuvent tirer plein parti du traitement tarifaire nul que Pékin envisage d'appliquer sur leurs exportations, entre autres en développant des chaînes de valeur régionales dans des secteurs à fort potentiel (transformation de produits agricoles, industrie légère, traitement des minerais, etc.) et en renforçant leurs infrastructures et corridors logistiques. C'est ce qu'établit un rapport publié début novembre par la Banque africaine d'import-export (Afreximbank). Intitulé « China's Zero-Tariff Policy and Africa's Trade Future : A Strategic Inflection Point », le document rappelle que l'empire du Milieu a proposé en juin dernier, une exemption de droits de douane sur tous les produits qu'il importe des pays africains avec lesquels il entretient des relations diplomatiques.

<https://www.agenceecofin.com/actualites/1211-133253-commerce-comment-l-afrique-peut-profiler-du-zero-tarif-douanier-propose-par-la-chine>



ACTUALITÉS INTERNATIONALES



Rue René Ndiave X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : www.economie.gouv.sn – Contact: contact.mepc@economie.gouv.sn

RFI. Sénégal: la loi de finances 2026 examinée sous pression du FMI pour réduire la dette

Le Sénégal qui fait face à une dette vertigineuse et inédite de plus de 130 % du PIB, examine actuellement sa nouvelle loi de finances pour l'année 2026. Sur la table de la commission des finances de l'Assemblée nationale, le pays a jusqu'au 15 décembre pour adopter cette feuille de route. Principal enjeu pour Dakar : faire baisser le poids de la dette et revenir à l'équilibre budgétaire, alors que le pays fait face à une situation financière très critique et qu'il n'est pas encore parvenu à conclure un nouvel accord de prêt avec le Fonds monétaire international. Principales mesures envisagées au Sénégal pour tenter de faire baisser le poids de la dette : réduire les dépenses courantes, le train de vite de l'État, et faire rentrer de l'argent dans les caisses via une série de mesures fiscales. Les rentrées liées à l'impôt sur les sociétés devraient augmenter de 5% tout comme pour l'impôt sur le revenu. Le taux de pression fiscale devrait ainsi passer de près de 20% (19,3%) en 2025 à 23% (23,2%) en 2026.

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20251112-s%C3%A9n%C3%A9gal-la-loi-de-finances-2026-examin%C3%A9e-sous-pression-du-fmi-pour-r%C3%A9duire-la-dette>

LE MONDE. Au Sénégal, le chef de l'Etat déplore « les facteurs de division » dans la coalition présidentielle

Dans un contexte d'incertitudes sur l'état de ses relations avec son premier ministre, Bassirou Diomaye Faye a désigné une nouvelle coordinatrice pour organiser l'alliance politique. Le chef de l'Etat sénégalais, Bassirou Diomaye Faye, a déploré mardi 11 novembre « les facteurs de division » persistants dans la coalition présidentielle, dans un contexte d'incertitudes sur l'état de ses relations avec son premier ministre, Ousmane Sonko. M. Faye a aussi annoncé avoir, au début de septembre, mis fin aux fonctions d'Aïda Mbodj, une proche de M. Sonko, jusqu'ici coordinatrice de la Coalition Diomaye président, dans un texte intitulé « Lettre d'information » aux formations de cette structure politique qui a porté au pouvoir le chef de l'Etat sénégalais lors de la présidentielle de mars 2024.

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2025/11/12/au-senegal-le-chef-de-l-etat-deploire-les-facteurs-de-division-dans-la-coalition-presidentielle_6653115_3212.html

LA NOUVELLE TRIBUNE. Sénégal : entre Diomaye Faye et Ousmane Sonko, les désaccords s'étalent au grand jour

La tension au sein du pouvoir sénégalais se fait désormais palpable. La décision du président Bassirou Diomaye Faye de mettre fin à la mission d'Aïda Mbodj a ravivé les fractures au sein de la coalition présidentielle, exposant au grand jour les divergences entre lui et son Premier ministre, Ousmane Sonko. Une décision présidentielle perçue comme un désaveu. Le limogeage d'Aïda Mbodj, ancienne coordonnatrice de la coalition présidentielle, a créé une onde de choc. Quelques jours plus tôt, Ousmane Sonko avait affirmé publiquement qu'aucun changement ne serait opéré à ce poste, réaffirmant sa confiance envers Mbodj. En agissant à contre-courant, Diomaye Faye a posé un acte interprété comme une mise au point politique : il entend rappeler qu'il reste le seul détenteur du pouvoir exécutif.

<https://lanouvelletribune.info/2025/11/senegal-entre-diomaye-faye-et-ousmane-sonko-les-desaccords-setalent-au-grand-jour/>



TV5 MONDE INFO. La paralysie budgétaire touche à sa fin aux Etats-Unis, sur fond de dissensions démocrates

La Chambre américaine des représentants doit voter mercredi pour lever la paralysie budgétaire, une "très grande victoire" a estimé Donald Trump, tandis que la colère monte côté démocrate face aux sénateurs de leur camp qui ont passé un accord avec les républicains. Après plus de 40 jours d'impasse, le Sénat a adopté lundi une proposition de loi qui prolonge le budget actuel jusqu'à fin janvier. La Chambre doit en débattre à partir de mercredi, avec un vote attendu potentiellement dans la soirée. Il ne resterait alors que la signature présidentielle pour lever le "shutdown". "Notre long cauchemar national touche enfin à sa fin", avait lancé lundi le chef républicain de la Chambre des représentants, Mike Johnson. Lors d'un discours au cimetière national d'Arlington, à l'occasion mardi de la journée des anciens combattants, Donald Trump s'est réjoui de ces avancées.

<https://information.tv5monde.com/economie/la-paralysie-budgetaire-touche-sa-fin-aux-etats-unis-sur-fond-de-dissensions-democrates-2797834>

LE MONDE. L'Agence internationale de l'énergie sous la pression de l'administration Trump

Parmi les trois scénarios présentés dans le rapport annuel de l'AIE, l'un envisage que la demande de pétrole et de gaz augmente jusqu'en 2050. Un travail d'expertise autant qu'un objet politique : ainsi apparaît le « World Energy Outlook » de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), vaste tableau de bord mêlant hypothèses sur l'avenir de la demande, analyses régionales et passage en revue des leviers d'action pour la décarbonation. Cette bible du secteur de l'énergie est heurtée à son tour par le virage « tout fossiles » de l'administration Trump, comme en témoignent les péripéties entourant la publication, mercredi 12 novembre, de sa dernière édition. Depuis des mois déjà, élus républicains et proches de la Maison Blanche décochent leurs flèches contre l'AIE, cette émanation de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) dont le patron, Fatih Birol, est devenu l'un des porte-parole les plus en vue de la transition énergétique.

https://www.lemonde.fr/economie/article/2025/11/12/l-agence-internationale-de-l-energie-sous-la-pression-de-l-administration-trump_6653087_3234.html

LE FIGARO. Les marchés mondiaux dans le vert après l'accord budgétaire provisoire aux États-Unis

Les Bourses mondiales évoluent dans le vert mardi, soutenues par l'espoir d'un accord budgétaire aux États-Unis mettant fin à une paralysie de 40 jours, mais soucieuses des statistiques américaines à venir. Dans les premiers échanges d'une séance du 11 novembre promise au ralenti, la Bourse de Paris gagnait 0,54% vers 08H40 GMT, Francfort 0,19%, Londres 1,12% et Milan 0,59%. L'appétit pour le risque est revenu sur les marchés boursiers grâce aux espoirs de déblocage budgétaire aux États-Unis après plus d'un mois de paralysie, un record. Le Sénat américain a adopté lundi un texte qui est toutefois encore source de dissensions dans le camp démocrate.

<https://www.lefigaro.fr/flash-eco/les-marches-mondiaux-dans-le-vert-apres-l-accord-budgetaire-provisoire-aux-etats-unis-20251111>

RFI. Rapport AIE: une révolution est en cours dans les énergies renouvelables



Alors que la COP30 se tient à Belem au Brésil, une révolution est en cours dans les énergies renouvelables. C'est ce que dit l'édition 2025 des Perspectives énergétiques mondiales publiée par l'Agence Internationale de l'énergie. Premier constat de ce rapport, Anieshka Koumor, c'est que les énergies renouvelables connaissent une croissance plus rapide que les sources d'énergie fossiles. Les renouvelables, tirées par le solaire photovoltaïque, voient leur demande croître « plus rapidement que toute autre source majeure d'énergie, dans tous les scénarios » présentés par l'AIE dans son rapport annuel sur les perspectives énergétiques mondiales (WEO 2025).

<https://www.rfi.fr/fr/%C3%A9conomie/20251112-rapport-aie-r%C3%A9volution-en-cours-energies-renouvelables-photovoltaique>

FRENCH.CHINA.ORG. Le commerce extérieur régional chinois a connu une croissance stable et résiliente sur les dix premiers mois de l'année

Au cours des dix premiers mois de l'année, le commerce extérieur de la région du delta du Yangtsé, de la région de la Grande Baie Guangdong-Hong Kong-Macao et de la région Beijing-Tianjin-Hebei a poursuivi sa montée en gamme, marquant une évolution vers des échanges plus innovants et de meilleure qualité et témoignant d'une forte résilience. Selon les statistiques des douanes, le commerce extérieur de la région du delta du Yangtsé a atteint 14 000 milliards de yuans sur la période, en hausse de 6 % sur un an. Les entreprises privées ont réalisé des importations et exportations d'une valeur totale de 7 830 milliards de yuans, soit une progression de 9,7 %, représentant 55,9 % du commerce extérieur total de la région, et confirmant ainsi leur rôle de pilier du commerce extérieur chinois. Dans la région de la Grande Baie Guangdong-Hong Kong-Macao, les neuf villes de la partie continentale de la Chine ont enregistré 7 520 milliards de yuans d'importations et exportations, en hausse de 4 %, atteignant un niveau record pour la même période.

http://french.china.org.cn/business/txt/2025-11/12/content_118173517.htm

